

Le futur stade d'Oyem

Par Prince Villa

Le Gabon espère abriter, du 14 janvier au 5 février 2017, la 31e Coupe d'Afrique des nations (Can) de football. Le tirage au sort pour déterminer les quatre poules de cet événement a lieu aujourd'hui à Libreville.

A deux mois de cette compétition, les chantiers y relatifs piétinent : les travaux des stades, des hôtels, des structures de santé et des voies d'accès aux stades d'Oyem et de Bitam (nord du Gabon) sont à la traîne.

Les autorités illégitimes gabonaises, avec la complicité de la Confédération africaine de football (CAF), entretiennent l'illusion de voir ces travaux livrés dans les délais. Une blague de mauvais goût.

La visite que notre équipe de reporters a effectuée au cœur de ces chantiers a permis d'évaluer l'état réel de l'avancement des travaux. Le constat est clair : il faudra un miracle pour tenir les délais de livraison.

A y voir de plus près, le stade d'Oyem ne sera pas prêt au coup d'envoi de la compétition. Son achèvement complet nécessite encore d'importants travaux au niveau des tribunes, des cabines de presse, des équipements de télécommunication (internet), des parkings, des voies d'accès au stade, des espaces verts, l'électrification et l'adduction en eau.

Sans omettre que la pelouse pourrait être un handicap sérieux pour les différents acteurs. Selon un ancien arbitre international, le cahier de charges de la CAF exige que la pelouse d'un stade de compétition soit testée six mois avant le début des hostilités.

Or, les aires de jeu d'Oyem et de Port-Gentil n'ont abrité jusqu'à présent aucun match de football, même des équipes de quartier. Ce qui dénote l'amateurisme et la légèreté avec lesquelles ces stades sont réalisés.

Certains férus du sport roi seront curieux de connaître les rapports des visites d'inspection des émissaires de l'instance dirigeante du football africain dans les différents chantiers de la Can 2017 à travers le pays.

La situation des stades d'Akouakam (Oyem) et Gaston Peyrille (Bitam) n'est guère reluisante. Les travaux de réfection de l'aire de jeu, de la tribune et des alentours du stade d'Oyem ne sont pas faits à plus de 95 %. La pelouse semée, dit-on, il y a près d'un mois, peine à sortir de terre dans un espace nu jonché de débris en tous genres.

L'entreprise chinoise, Infra-TP, chargée de la réfection de la tribune, tarde à lancer les travaux. L'entrée principale et la barrière sont encore à la phase des études de faisabilité par l'entreprise adjudicataire.

Le léger mieux vient du stade d'entraînement de Bitam où les travaux sont déjà réalisés à près de 50 %. Il reste à effectuer les travaux d'électrification, d'adduction en eau, de fixation des chaises à la tribune d'honneur, de la pelouse et de l'aménagement des parkings.

A cela s'ajoute le problème de structures hôtelières devant héberger les délégations des équipes de la poule qui sera basée dans le Woleu-Ntem. La province septentrionale ne dispose pas d'hôtels 3 ou 5 étoiles.

Seuls les hôtels Minkebe (Oyem) et Benedicta (Bitam) pourront être mis à contribution

Le stade de Bitam

pour sauver les meubles. Même si les responsables des dites structures ont refusé de se confier à nos reporters sur les capacités d'accueil et autres niveaux de préparation de l'événement.

Les travaux d'extension de l'hôtel de Minkebe se déroulent à pas de caméléon. Cette annexe ne pourrait pas être livrée dans deux mois.

Il apparaît clairement que ces deux structures ne pourront pas héberger quatre équipes nationales, en plus des dirigeants et des arbi-

tres. Ce serait une atteinte au cahier de charges de la CAF qui veut que chaque équipe soit logée dans son enceinte et avec un stade d'entraînement à sa portée.

En s'arrangeant pour accueillir la Can 2017 avec Issa Hayatou, président de la CAF, Bongo Ondimba Ali (BOA) n'a pas pensé à mettre sur pied un budget conséquent pour la construction, la réhabilitation et la modernisation des édifices publics. Aucun hôtel n'a été construit dans toute la province du Woleu-Ntem.

Le stade Akouakam d'Oyem

Les quatre équipes qui seront logées dans le nord du pays devront se partager les deux stades d'entraînement et les deux modestes hôtels. De même vont se poser les problèmes de prise en charge au niveau des structures de santé.

Le Septentrion ne dispose que de véritables mouiroirs. Le Centre hospitalier d'Oyem (hôpital canadien) ne dispose pas d'un plateau technique pouvant s'occuper des soins primaires d'un Pierre-Emerick Aubameyang ou d'un Yaya Toure.

Il en est de même du centre

médical de Bitam, qui ne l'est que de nom. Le gouvernement, dans son amateurisme, croyait accélérer le futur hôpital de Bifolossi (Bitam), dont les travaux ont été lancés depuis 2007 sous Omar Bongo Ondimba, pour colmater les brèches durant la compétition.

Hélas, l'inauguration de cette structure n'est pas pour demain ! Même si les responsables entendent livrer les travaux en janvier.

La Can 2017 est très mal engagée.

Environnement

Averda n'a plus de ressources pour ramasser les ordures

Par Gil Lawson

Depuis quelques semaines, la société Averda ne parvient plus à ramasser les ordures ménagères produites par les habitants de Libreville. C'est un signe qui ne trompe pas sur les difficultés plus que sérieuses que connaît la trésorerie de l'Etat gabonais. Des sources crédibles que « cette situation est due aux arriérés de salaires de près de trois mois que cette entreprise a accumulés vis-à-vis de ses salariés. Sans salaire, il n'est point possible de faire travailler plus longtemps un personnel affecté à une tâche aussi difficile. Il n'est surtout plus possible de financer le fonctionnement d'une telle structure, grande consommatrice d'intrants de toute nature ».

Averda, il faut le reconnaître, est une structure qui a donné satisfaction pendant plusieurs mois. Au point que les Librevillois avaient presque oublié que leur ville produisait presque 400 tonnes d'ordures ména-



ment plus, dans le cas d'Averda où plusieurs d'entre eux ont des intérêts, c'est tout simplement qu'il n'y a plus rien dans les caisses de l'Etat. Le financement du coup d'état militaro-politique est passé par là. Sans oublier le financement de l'état de siège sans fin de plusieurs villes du Gabon. Le racket des automobilistes et de quelques commerçants opéré par les militaires affectés à ces opérations ne suffit pas à couvrir tous les frais générés par cette opération de guerre contre la population civile. Dans un tel contexte, il n'y a plus de ressources pour satisfaire d'autres engagements. Même s'il faut pour cela placer au second plan la question de la santé publique.

Averda n'est pas seule dans cette galère. La société Sotrader, une joint-venture créée entre l'Etat gabonais et le groupe Olam pour mettre en œuvre le projet « Graine », sur le terrain et non dans « les salons », est dans la même situation depuis trois mois.